

ledélit

Publié par la société des publications du Daily, une association étudiante de l'Université McGill

MCGILL DAILY ledélit
DPS SPD
DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY



La loi 96 est discriminatoire, mais elle n'a pas à l'être

PHILIPPE BÉDARD-GAGNON
Rédacteur en chef

LOUISE TOUTÉE
Éditrice Enquête

Le gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ), mené par le premier ministre François Legault, n'a jamais eu comme priorité les conditions des populations autochtones au Québec. M. Legault l'a prouvé il y a deux ans, lorsqu'il est devenu le seul premier ministre canadien à ne pas reconnaître la présence de racisme systémique dans sa province. Il l'a également prouvé cet automne, en refusant d'adopter le Principe de Joyce visant à combattre la discrimination dans le système de santé, et il l'a encore prouvé la semaine dernière, lorsqu'il a prétexté un besoin de « productivité » afin de justifier de ne pas faire de la Journée de la vérité et de la réconciliation un jour férié. Il n'est alors pas surprenant que son projet de loi 96 (PL 96) soit jugé colonialiste et discriminatoire par l'équipe du *McGill Daily* ainsi que par plusieurs autres communautés québécoises. La reconnaissance du français comme langue commune du territoire ne fait pas l'unanimité.

Ce serait cependant simpliste que de voir en le PL 96 une simple mesure discriminatoire du gouvernement Legault envers les communautés autochtones de la province. Contrairement à d'autres projets de la CAQ, comme la controversée Loi 21, le PL 96 fait consensus au sein des partis de l'Assemblée nationale, qui reconnaissent tous l'importance de la langue française dans l'identité des Québécois et des Québécoises. Du serment du Test aux exigences de bilinguisme injustifiées dans les restaurants de centre-ville, les francophones de la province et du Canada ont toujours eu à se justifier de ne parler qu'une « seule » langue. À Montréal, on s'est longtemps promené dans des rues commerçantes où l'on affichait presque uniquement en anglais. Comme *Le Délit*, la Loi 101 vise depuis 1977 à limiter le déclin du français. Elle a été adoptée dans le but de sauvegarder une particularité culturelle mise en péril par le Canada et la culture américaine, pas pour étouffer les minorités du territoire.

Plus de 40 ans après sa création, force est de constater que la Charte de la langue française (communément appelée Loi 101) ne suffit plus à protéger le français au Québec. En effet, la proportion de la population québécoise utilisant le français à la maison devrait passer de 82% en 2011 à environ 75% en 2036, selon l'Office québécois de la langue française (OQLF). La place du français dans le monde du travail est aussi de plus en plus menacée, et les entreprises demandent souvent une connaissance de l'anglais préalable à l'embauche – ce qui nuit d'ailleurs à l'inclusion de certains groupes issus de l'immigration. C'est pour ces raisons que la CAQ a proposé son nouveau projet de loi.

Les efforts des Québécois-es pour protéger la langue française sont depuis longtemps décrits comme discriminatoires, racistes, ou même colonialistes. Ces analyses, parfois teintées de stéréotypes dépeignant le peuple québécois comme traditionaliste et

replié sur lui-même, oublie que cette démarche est en elle-même une lutte contre les traces d'une ancienne colonisation, celle du Royaume Uni. On ne peut s'empêcher de voir une sorte d'hypocrisie lorsque la restriction des services en anglais, qui affecte disproportionnellement les populations autochtones, est qualifiée de colonialiste par certains anglophones : la raison pour laquelle ces populations parlent majoritairement anglais est qu'elles-mêmes ont été colonisées par des anglophones et envoyées dans des pensionnats anglais.

Cependant, les francophones ont aussi activement assimilé les populations autochtones sur le territoire du Québec, et il-elle-s représentent encore une majorité sur le territoire. Au Québec, le français est donc à la fois l'opprimé et l'opresseur. Il serait ridicule – et de mauvais goût, moins d'une semaine après la tenue de la première Journée nationale de la vérité et de la réconciliation – de comparer les torts qu'ont subis et que subissent encore les Autochtones à ceux subis par les francophones. L'horreur des attaques des régiments français dans les villages autochtones, des enlèvements, des épidémies et des pensionnats ne se compare pas à une lutte linguistique.

Les politiques de la loi 96 auront bel et bien comme effet concret d'affecter les Autochtones davantage que le reste de la population, notamment en ce qui a trait à l'accès aux soins. Les services publics du Québec ne se sont d'ailleurs pas radicalement améliorés depuis le dépôt du rapport Viens, le 30 septembre 2019. La CAQ n'accepte toujours pas non plus de reconnaître l'existence du racisme systémique dans les services publics. Rien de surprenant, alors, qu'elle n'ait pas adéquatement consulté les représentant-e-s autochtones au cours de la conception du PL 96. Malgré tout, celui-ci ne peut pas raisonnablement être comparé au nazisme, comme l'a fait la représentante du Conseil des femmes de Montréal Maria Peluso en commission parlementaire. La raison d'être de la loi 96 et l'esprit qui anime ses partisan-e-s en sont très loin.

Surtout, il faut garder en tête que les luttes pour le français et pour les conditions des autochtones ne sont pas forcément contradictoires. On peut – et il faut – les unir, par exemple, en profitant du projet de loi 96 pour donner un statut particulier aux langues autochtones, comme le demandent plusieurs nations, ou établir des exceptions pour protéger l'enseignement de ces langues au Québec. Est-ce si difficile pour un nationaliste québécois comme François Legault de faire preuve d'empathie avec d'autres peuples qui craignent l'assimilation? La logique et la cohérence commandent une telle approche. Après tout, de nombreuses revendications autochtones et francophones se rejoignent sur une sensibilité commune, qui est parfois plus difficile à saisir pour celles et ceux dont l'anglais est la langue maternelle : perdre sa langue, c'est perdre sa culture. ☺

RÉDACTION

3480 rue McTavish, bureau 107
Montréal (Québec) H3A 1B5
Téléphone : +1 514 398-6790

Rédacteur en chef

rec@delitfrancais.com
Philippe Bédard-Gagnon

Actualités

actualites@delitfrancais.com
Félix A. Vincent

Vacant
Vacant

Culture

artsculture@delitfrancais.com
Sophie Ji
Florence Lavoie

Société

societe@delitfrancais.com
Opinion - Aymeric L. Tardif
Enquête - Louise Toutée

Philosophie

philosophie@delitfrancais.com
Marco-Antonio Hauwert Rueda

Coordonnatrice de la production

production@delitfrancais.com
Adélia Meynard

Coordonnateur-riche-s visuel

visuel@delitfrancais.com
Illustration - Alexandre Gontier
Photographie - **Vacant**

Multimédias

multimedias@delitfrancais.com
Olivier Turcotte

Coordonnateur-riche-s de la correction

correction@delitfrancais.com
Gabrielle Genest
Léonard Smith

Webmestre

web@delitfrancais.com
Mathieu Ménard

Coordonnateur-riche-s réseaux sociaux

reso@delitfrancais.com
Eleonore d'Espinose
Andrew Ma

Contributeur-riche-s

Simon Desjardins, Jean-Simon Gagné-Nepton,
Samir Hamdous, Étienne Maillé, Madeline
Tessier

Couverture

Alexandre Gontier

BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale

Boris Shedov

Représentante en ventes

Letty Matteo

Photocomposition

Mathieu Ménard

The McGill Daily

coordinating@mcgilldaily.com
Pandora Wotton

Conseil d'administration de la SPD

Philippe Bédard-Gagnon, Kate Ellis, Marco-Antonio Hauwert Rueda, Asa Kohn, Thibault Passet, Abigail Pople, Simon Tardif, Pandora Wotton

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur-e-s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit n'est pas affilié à l'Université McGill.

Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non-cédé.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire.

Les opinions de nos contributeurs et de nos contributrices ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction.

Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mardis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits ont été auparavant réservés). L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

Journée de réconciliation et de commémoration

Discours, cérémonie, marche et chants traditionnels à l'occasion du 30 septembre dernier.

Texte et photos
FÉLIX A. VINCENT
Éditeur Actualités

Le rassemblement pour souligner la première Journée nationale de la vérité et de la réconciliation a eu lieu sur la rue McTavish le jeudi 30 septembre dernier. L'événement était organisé conjointement par l'Association de droit autochtone (ILADA), l'Association des étudiant·e·s en droit et l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM).



La foule s'est rassemblée un peu avant midi devant le bâtiment Brown. Selon Simon Filiatrault, coprésident de l'ILADA, les gens étaient beaucoup plus nombreux cette année pour souligner ce qu'on appelait anciennement la Journée du chandail orange. La cérémonie a commencé par une performance musicale traditionnelle de percussions accompagnées de chants.

Des discours ont été prononcés par les différents porte-paroles qui organisaient l'événement. « J'aimerais que nous prenions un moment pour observer autour de nous et constater que le rassemblement d'aujourd'hui comporte toutes sortes de gens, qui viennent de tous les coins du monde. Mais il y a une cause, cette cause, qui nous unit », a partagé à la foule Asiyah Siddique, présidente de l'AÉD. « Que nous soyons immigrant·e·s récents, réfugiés, ou descendants de colons, nous avons un devoir de confronter et de nous défaire de l'héritage colonial qui continue à ce jour de hanter les communautés autochtones. »



« Nous portons le orange aujourd'hui pour honorer ces 150 000 enfants à qui on a volé leur enfance, leur culture, et leur identité »

Asiyah Siddique, présidente de l'AÉD

Brandon Montour, co-président de l'ILADA, s'est adressé à la foule : « Aujourd'hui, vous serez peut-être dépassés par des vérités inconfortables. C'est une journée pour apprendre ce que vous ne savez pas, ou plutôt, ce que vous choisissez de ne pas voir parce que vous avez le privilège d'avoir cette possibilité. »





Une minute de silence a été observée à la mémoire des enfants qui ne sont jamais revenus des pensionnats, ainsi qu'à la mémoire des femmes et filles autochtones disparues ou assassinées. La foule s'est ensuite mise à défilé dans les rues en direction de la place du Canada, où a eu lieu un rassemblement public.

« En tant qu'étudiants et étudiantes d'une institution canadienne aussi prestigieuse que McGill, je pense qu'on a tous un devoir d'éduquer les gens autour de nous... »



Le président de l'AEUM Darshan Daryanani était présent au rassemblement de la rue McTavish et a prononcé un discours sur cette troisième édition de la campagne « Nous marcherons ensemble » (*We will walk together*). Il a enjoint la foule de respecter les mesures sanitaires, rappelant l'effet disproportionné de la COVID-19 sur les peuples autochtones.

«...Ce genre de conscientisation prend forme par ce type de cérémonies et de réunions »

Simon Filiatrault, coprésident de l'ILADA



Le groupe de McGill a rejoint le rassemblement plus large à la place du Canada. D'autres discours ont été prononcés, notamment par des porte-paroles autochtones. Certaines personnes ont fait brûler de la sauge. La scène était bien différente de ce qui se déroulait un an plus tôt à pareille date, au même endroit, lorsque la statue controversée de John A. MacDonald avait été enlevée de force par des activistes. Le sort du monument reste encore à déterminer. ☹

La réconciliation, au-delà du 30 septembre

Entretien avec le coprésident et la coordonnatrice aux événements de l'ILADA.

FÉLIX A. VINCENT
Éditeur Actualités

Le Délit s'est entretenu avec deux membres de l'Association de droit autochtone (ILADA) de la Faculté de droit pour discuter de réconciliation et de droit autochtone. Simon Filiatrault est membre de la nation huronne-wendat et coprésident de l'ILADA ainsi que coordonnateur des initiatives autochtones de la Faculté de droit. Marianne Goyette est allochtone alliée et coordonnatrice aux événements de l'ILADA.

Le Délit (LD) : *Qu'est-ce qui a changé depuis le dépôt du Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation il y a maintenant 6 ans?*

Simon Filiatrault (SF) : Le rapport comportait des appels à l'action concrets qui visaient des entités précises – les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et certaines institutions canadiennes. Certains de ces appels à l'action ont été réalisés. Par exemple, le gouvernement fédéral a adopté la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. L'Université McGill a mis sur pied un comité pour adopter ses propres appels à l'action, qui visent à mieux encadrer les étudiants autochtones et à mieux représenter la diversité des peuples autochtones du Canada. Ce sont de petites choses à gauche et à droite, mais il reste encore beaucoup de travail à faire.



FÉLIX A. VINCENT | LE DÉLIT

suprême du Canada en lien avec les Autochtones. Il y a aussi une conscience des enjeux autochtones dans les autres cours. Ce qui se passe à McGill n'est toutefois pas représentatif de ce qui se passe au sein de la population générale, et il

académiques ont un grand rôle à jouer. En plus de mon rôle de coprésident de l'ILADA à McGill, je suis aussi coordonnateur des initiatives autochtones à la Faculté de droit. Je travaille donc en collaboration avec la faculté pour mieux encadrer

Par exemple, en consultant des aînés par rapport aux politiques à adopter ou encore d'organiser des sorties dans des communautés autochtones. Il faut sortir du cadre d'éducation libérale tel qu'originellement pensé et s'attarder aux sources desquelles émergent les savoir autochtones, soit la Terre et les territoires.

LD : *On parle de réconciliation et de décolonisation. Qu'est-ce que cela implique de « redonner » les territoires non cédés aux nations autochtones?*

SF : Pendant la marche du 30 septembre, tout le monde criait le slogan « Land back » avec beaucoup d'enthousiasme, mais j'ai l'impression que les gens n'en comprennent pas vraiment la signification. Redonner les terres aux peuples autochtones prend notamment la forme de traités qui partagent le territoire dans un esprit de coopération et de cogestion des ressources, de nation à nation, sans paternalisme. Je pense que c'est ce que veulent dire les peuples autochtones, quand ils scandent « Land back » : on veut ravoir un contrôle sur nos terres. Mais il faut rester réaliste : les

Canadiens ne seront pas exclus de ces territoires-là.

MG : « Land back » vient remettre en question notre relation au territoire, en tant qu'allochtones. Je vis sur un territoire non cédé, et ma vie en dépend. Je ne peux probablement pas redonner le territoire sur lequel ma maison est bâtie, dans la pratique; je le vois plutôt comme une question d'autogouvernance, de laisser aux communautés le droit de se gouverner.

LD : *Au Québec, la Loi 101 fait en sorte que, si deux parents n'ont pas tous deux été scolarisés en anglais, leur enfant doit aller à l'école en français. Cette semaine, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) et le Conseil en éducation des Premières Nations ont dénoncé que cela contraint des élèves autochtones à aller à l'école en dehors de leur communauté, ce qui poserait des obstacles à la réussite scolaire et violerait le droit à la langue des autochtones, ancestrale ou anglaise. Qu'en pensez-vous?*

SF : Je pense que le combat que mène la nation québécoise à travers la Loi 101, c'est de protéger sa culture, qui prend forme dans

« Pendant la marche du 30 septembre, tout le monde criait le slogan « Land back » avec beaucoup d'enthousiasme, mais j'ai l'impression que les gens n'en comprennent pas vraiment la signification »

Simon Filiatrault

Marianne Goyette (MG) : Je ne veux pas du tout dire que tout est parfait à McGill, mais la Faculté de droit fait un effort conscient pour implanter certains appels à l'action. Par exemple, le cours de traditions juridiques autochtones a été mis en place il y a deux ans. Selon les témoignages que j'ai entendus, le cours – enseigné par des professeurs autochtones – vise à étudier les traditions juridiques autochtones pour leur valeur propre, plutôt que de simplement étudier les décisions de la Cour

n'y a pas grand-chose qui ait changé depuis 2015. Par exemple, les deux-tiers des Canadiens n'étaient pas au courant des pensionnats autochtones avant la découverte des dépouilles cette année.

LD : *L'éducation semble vraiment être au cœur de la réconciliation. Que signifie incorporer et reconnaître les savoirs ancestraux autochtones?*

SF : La dimension éducative est super importante, et les institutions

des étudiants autochtones et mieux intégrer les savoirs autochtones dans nos programmes.

Il y a une distinction à faire entre deux approches différentes. L'approche d'« autochtonisation » (indigenizing, en anglais) de la faculté consiste essentiellement à intégrer une perspective autochtone dans la structure déjà existante. L'autre approche est de vraiment décoloniser les institutions académiques, en s'attardant à la structure des institutions.

la langue. Ce qu'on tend à oublier, c'est que les peuples autochtones mènent le même combat avec leurs propres cultures, avec leurs propres langues. Je prends ma communauté comme exemple : à Wendake, on dit que la langue, présentement, elle dort. On l'enseigne aux jeunes, mais elle n'a pas de locuteurs.

J'ai l'impression qu'il y a raison de dire que la situation des Premières Nations n'est pas considérée par la Loi 101 et sa réforme, le projet de loi 96. Je crois qu'il y aurait place à une certaine accommodation et peut-être à des exceptions, considérant tout l'impact du colonialisme subi.

MG : Je pense que c'est un peu hypocrite d'imposer une langue à des communautés à qui on a volé leurs langues et leurs traditions. Oui, le Québec peut légitimement protéger sa langue, mais il ne faut pas empêcher les peuples autochtones de protéger les leurs. Plusieurs sont en voie de disparition, donc c'est essentiel d'avoir plus de ressources éducatives, culturelles et sociales pour assurer la survie et la richesse des langues autochtones.

LD : Dans les dernières décennies, on s'est mis à parler non seulement de réconciliation et de réparations, mais aussi d'autodétermination pour les peuples autochtones. Ces projets sont-ils en compétition?

SF : L'autodétermination confie aux nations autochtones l'espace nécessaire pour adopter des lois qui concernent leurs intérêts, car ce sont les nations elles-mêmes qui sont les mieux placées pour déterminer leurs besoins. Le gouvernement fédéral devrait arrêter de faire preuve de paternalisme et cesser de prétendre savoir ce qui est dans l'intérêt des Autochtones. Il faut recréer une relation d'égal à égal, de *nation* à *nation*, car les peuples autochtones ne se considèrent pas qu'une minorité intégrée au Canada : ils étaient là *avant* tout le monde.

LD : Au Parlement, le rôle essentiellement symbolique et cérémonial de la gouverneure générale est de représenter la Couronne. Que pensez-vous de la nomination de Mary Simon, de la nation inuite, pour remplir ce rôle?

SF : Les États colonisateurs ont comme pratique de placer des individus issus d'un groupe colonisé dans des positions d'autorité afin de faire paraître qu'ils sont en contrôle, alors que ce n'est pas le cas dans les faits. Je pense qu'il faut rappeler que le rôle de gouverneure générale ne confère aucun pouvoir concret : c'est purement symbolique.

« Il faudrait qu'il y ait véritablement un changement dans les actions du gouvernement fédéral, et je ne crois pas que la nomination d'une femme autochtone au poste de gouverneure générale suffise »

Marianne Goyette

MG : Il faudrait que ça ne soit pas que symbolique. Il faudrait qu'il y ait véritablement un changement dans les actions du gouvernement fédéral, et je ne crois pas que la nomination d'une femme autochtone au poste de gouverneure générale suffise. C'est comme seulement mettre son chandail orange le 30 septembre et ensuite clamer : « Ça y est, je suis réconciliée! » Ça ne suffit pas.

LD : Quelles actions concrètes une personne moyenne peut-elle prendre vers la réconciliation?

SF : La plupart des gens qui étaient présents pour la cérémonie du 30 septembre portaient des chandails oranges et étaient informés par rapport à ce qui s'est passé dans les pensionnats autochtones. Par contre, ces gens-là doivent partager ces informations avec leur entourage. Les actions ne doivent pas être posées une seule fois par

année, le 30 septembre. J'invite les gens à agir au quotidien, en interrompant des discussions afin d'abattre des stéréotypes envers les peuples autochtones, en partageant du contenu éducatif sur les réseaux sociaux ou en portant leur chandail orange plus qu'un jour par année. Il est aussi possible d'encourager les artistes et les entreprises autochtones.

J'encourage le grand public à faire preuve d'une ouverture d'esprit et de remettre en question les préjugés qu'on lui a enseignés plus jeune, puis d'être à l'écoute de ces personnes issues du milieu uni-

versitaire et d'avoir des discussions sur des concepts comme la réconciliation ou les pensionnats pour Autochtones.

MG : Premièrement, il s'agit de s'éduquer. Cela peut prendre la forme d'apprendre le nom des territoires autochtones sur lesquels on habite ou encore de lire des rapports : celui de la Commission vérité et réconciliation, de la Commission Viens ou de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. La culture est également une bonne façon de s'initier : la littérature, la musique et la télévision autochtones, par exemple.

Ce qui est aussi accessible pour beaucoup de gens est de s'abonner à des comptes qui publient du contenu éducatif sur les réseaux sociaux. Si on a les ressources pour le faire, on peut aussi faire du bénévolat dans des organismes

« Il faut garder en tête qu'on ne peut pas s'attendre, en tant qu'allochtones, à être éduqués par les Autochtones »

Marianne Goyette

communautaires autochtones. Mais surtout, il faut s'éduquer et être actif : une fois armé de connaissances, on peut conscientiser les gens de notre entourage qui véhiculent des préjugés.

LD : Comment participer à la réconciliation si on ne connaît pas de personnes autochtones?

SF : Les individus autochtones sont souvent plus présents autour de nous qu'on ne le pense; ils n'ont simplement pas nécessairement le *look* autochtone qui nous a été enseigné quand on était plus jeune. Par exemple, quand je dévoile mon identité autochtone à mes amis ou à mes collègues, ils répondent qu'ils n'auraient jamais cru que je l'étais, car, selon eux, les Autochtones ne correspondent pas à mon apparence. Il y a eu beaucoup de métissage qui a fait en sorte qu'il y a plusieurs autochtones aujourd'hui qui ne correspondent pas à des stéréotypes qu'on pourrait avoir. On connaît sûrement plus d'Autochtones qu'on le pense. C'est juste que parfois ces individus

n'embrassent peut-être pas leur identité autochtone pour diverses raisons. La réconciliation, ça commence avec l'éducation. Ça commence avec une plus grande conscientisation. La réconciliation, c'est plus entre des nations et pas des individus directement. La dimension individuelle joue un grand rôle, mais c'est essentiellement entre nations. Il faut juste repenser la manière dont on perçoit autrui : comme faisant partie d'une nation à part entière.

MG : J'avoue que c'est quand même difficile; il y a un éloignement géographique qui fait en sorte que beaucoup d'allochtones n'ont jamais été exposés à des individus autochtones. Je pense que la littérature est vraiment une bonne façon d'au moins créer une sensibilité chez les allochtones. Il faut garder en tête qu'on ne peut pas s'attendre, en tant qu'allochtones, à être éduqués par les Autochtones. Notre niveau de conscientisation ne doit pas dépendre du travail émotionnel des Autochtones, qui ne devraient pas avoir à porter seuls le fardeau de la réconciliation toute leur vie. ☹



AGA & Appel de candidatures

Les membres de la Société des publications du Daily (SPD), editrice du McGill Daily et du Délit, sont cordialement invités à son **Assemblée générale annuelle** :

Le mercredi 27 octobre @ 18h30
Événement en ligne (via Zoom)

La présence des membres candidats au conseil d'administration est fortement encouragée.

La Société des publications du Daily est à la recherche d'un•e représentant•e de communauté pour son conseil d'administration.

Les membres du conseil de la SPD se rencontrent au moins une fois par mois pour discuter de l'administration du McGill Daily et du Délit, et ont l'occasion de se prononcer sur des décisions liées aux activités de la SPD. Les membres du conseil peuvent aussi s'impliquer dans divers comités, dont les objectifs vont de la levée de fonds à l'organisation de notre série annuelle de conférences sur le journalisme.

Pour RSVP à l'AGA et/ou pour déposer votre candidature : **dailypublications.org/aga-2021**

Questions? chair@dailypublications.org
Date limite: le vendredi 22 octobre @ 23h59

Duplessis : précurseur de la fin d'une époque

Un rappel que l'histoire ne s'écrit pas seulement à travers l'action de quelques hommes.

JEAN-SIMON GAGNÉ-NEPTON
Contributeur

62 ans après son décès, Maurice Duplessis redevient la coqueluche des un·e·s et l'épouvantail des autres, à l'image de nombres de figures historiques instrumentalisées et dénaturées à des fins politiques modernes. Il devient essentiel dans ce contexte de ramener les choses en perspective en cassant le mythe de la Grande Noirceur, érigé comme antithèse de la Révolution tranquille et qui définit la période du second mandat de Duplessis de 1944 à 1959. En effet, cette appellation ne suffit pas à rendre compte de la réalité politique de cette époque. Le Québec de ce temps était dirigé par un gouvernement de notables qui tentait de maintenir la gestion libérale orthodoxe de l'économie, laquelle présuppose que le grand capital se charge du développe-

« 62 ans après son décès, Maurice Duplessis redevient la coqueluche des un·e·s et l'épouvantail des autres »

ment économique et que le rôle du gouvernement soit cantonné au déploiement d'infrastructures. Le concept de la Grande Noirceur, dans lequel les Québécois·es se représentent eux-mêmes comme des arriéré·e·s, des ruraux·les ou bien des fanatiques de la religion catholique, est par rapport à un bon nombre de points une perspective anhistorique, comme le souligne le sociologue Gérard Bouchard. Il rappelle entre autres que dès la décennie 1911-1921, la majorité de la population québécoise vivait déjà en milieu urbain et que plusieurs changements sociaux attribués à la Révolution tranquille se déroulèrent plusieurs décennies avant celle-ci.

Au moment de la période duplessiste (1944-1959), le Québec était depuis longtemps sur la route de la modernité. Dans ce contexte, le gouvernement de l'Union nationale représentait différents intérêts, notamment ceux résistant au keynésianisme, lequel prône l'interventionnisme économique de l'État. Si on peut être nuancé·e sur la nature d'une « Grande Noirceur », il demeure cependant curieux de constater que bon nombre de per-



ALEXANDRE GONTIER | LE DÉLIT

sonnes sont tentées de réhabiliter la mémoire de Duplessis à un point tel qu'on voudrait le faire passer comme étant un précurseur de la Révolution tranquille.

L'esprit de la Révolution tranquille

Dans le contexte de l'après-guerre, la Révolution tranquille fut la manifestation du tournant providentialiste que prit l'État québécois. Cette période fut tout autant caractérisée par un fort sentiment nationaliste qui devint

« Il est erroné d'affirmer que Duplessis était un précurseur de la Révolution tranquille sur la seule base qu'il défendait l'autonomie provinciale »

un outil du développement collectif des Québécois·es.

Il est hautement erroné d'affirmer que Duplessis était un précurseur de la Révolution tranquille sur la seule base qu'il défendait l'autonomie provinciale. Duplessis n'incarnait ni de près ni de loin l'esprit de la Révolution tranquille. Cette période ne se limite en aucun cas à la défense de l'autonomie du Québec au sein du fédéralisme canadien ; si c'était le cas, à peu près tous les premiers ministres nationalistes depuis Honoré Mercier – considéré comme l'un des premiers à parler activement de l'autonomie provinciale – seraient des précurseurs de la Révolution tranquille. Duplessis défendait les principes constitutionnels de 1867, c'est-à-dire la stricte séparation des pouvoirs entre les ordres de gouvernement. S'il a fait des gains pour le gouvernement québécois, c'était pour rétablir l'équilibre des compétences. Le nationalisme de Duplessis était bigarré : tantôt servant à des fins politiques, tantôt servant à la défense de la « race canadienne-française et catholique », soit la vision dépassée des Québécois·es entretenue à l'époque par les notables et promue par l'Union nationale.

Le nationalisme servi par la classe politique qui succéda à la période duplessiste était autrement plus revendicateur et cherchait à outrepasser les limites imposées par la Constitution à un moment où le Québec se définissait de plus en plus comme nation. Au contraire, Duplessis était ancré dans le libéralisme économique orthodoxe et refusa de moderniser l'appareil gouvernemental québécois et de le tourner vers une politique providentialiste, ce virage ayant constitué l'une des grandes réalisations de la décennie 1960. La seule Grande Noirceur qui ait existé fut la vision que l'Union nationale projetait de la société québécoise.

Pendant ce temps, la société civile était déjà tournée vers l'avenir. Depuis les années 1930, des intellectuels comme le journaliste Jean-Charles Harvey, que l'on peut véritablement qualifier de précurseur de la Révolution tranquille, s'attelaient à critiquer l'état des choses et à dénoncer le régime politique dans lequel des idées nouvelles peinaient à émerger, entre autres en raison de la censure ecclésiastique. Le début des années 1960 marque donc le moment où le gouvernement rede-

vient en quelque sorte cohérent avec l'état du reste de la société.

« Le nationalisme qui succéda à la période duplessiste était autrement plus revendicateur et cherchait à outrepasser les limites imposées par la Constitution »

Au-delà du mythe

Si la Révolution tranquille n'est pas aussi mythique que la Grande Noirceur, elle ne possède pas moins d'éléments relevant de la construction mythologique. On ne la doit pas miraculeusement à une équipe gouvernementale du tonnerre ni seulement à un groupe restreint de technocrates. Comme souvent, le discours dominant néglige l'action de la société civile dans la modernisation du Québec. Je ne parle pas seulement de quelques artistes et intellectuels en marge à cette époque tels les signataires du Refus global en 1948. C'est à travers les grandes grèves et la lutte syndicale, notamment au sein de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC, devenue la CSN en 1960) – qui était déjà largement dépourvue de son caractère catholique à l'exception de la présence dans ses rangs d'un aumônier durant les années 1950 –, que la Révolution tranquille s'est véritablement déployée.

Durant la période duplessiste, c'est l'Union nationale qui tendait à présenter le Québec comme un endroit « préservé d'influences occultes » où le monde traditionnel pouvait triompher, alors que le monde avait déjà bien changé dans la réalité. On peut défaire les mythes et concevoir cette période en termes moins idéologiques. Cela dit, tenir un discours plus nuancé ne devrait pas concourir à la réinvention de l'histoire. En agissant ainsi, on finit par enchaîner les contradictions historiques. Le discours nationaliste du premier ministre François Legault en témoigne, lui qui souhaiterait à la fois se réclamer de René Lévesque, de Robert Bourassa et de Maurice Duplessis. ☉

On m'a volé une année

Un grand avertissement qui sonne sourd à l'oreille de l'humanité.

SIMON DESJARDINS
Contributeur

On m'a volé une année de ma vie. On m'a volé une année de ma jeunesse. Tant de choses que j'aurais pu créer, entendre, apprendre, voir et vivre au cours de la dernière année ne sont pas remises à demain, elles sont perdues. Perdues au nom de la croissance économique effrénée.

Une responsabilité collective

Entendez-moi bien, je n'accuse pas la pandémie de nous avoir volé du temps. Ce n'est pas sa faute. La pandémie n'est pas une personne, elle n'est pas une entité, c'est un fait. Est-ce qu'on reproche au 11 septembre 2001 d'être une date ? Non, on reproche au fanatisme religieux de l'avoir marquée au fer rouge.

« Peut-être est-il nécessaire de faire la différence entre le contact humain et la consommation »

Alors, qui est responsable de cette pandémie ? Qui a volé mon année ? C'est nous. Précisons d'emblée que je ne m'exclus pas de ce « nous » et très peu de personnes le peuvent. Mais pourquoi sommes-nous collectivement responsables ? Parce que sinon, qui le serait ? C'est notre société au rythme effréné qui a rendu le confinement si difficile. C'est notre société mondialisée qui refuse de prendre une pause et qui conçoit l'apaisement économique comme un drame qui a fait de cette maladie épidémique, une maladie pandémique. L'humanité est soumise à un test qu'elle est en train d'échouer, l'après-COVID nous le confirmera. Il est de notre devoir en tant qu'êtres humains d'écouter les autorités compétentes et d'agir en conséquence. Cette année comme tous les ans, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) nous lance des signaux d'alarme de plus en plus fracassants qui sont confirmés par des catastrophes climatiques, premiers symptômes du profond dérèglement planétaire qui nous mènera à une extinction de masse si rien n'est fait. C'est lorsqu'on

observe les humains débouillonnés ou négateurs face à ces nouvelles que l'on comprend que l'humanité est atteinte d'une cécité volontaire motivée par le confort et l'individualisme.

Je ne dis pas qu'il faille se flageller pour les torts du passé auxquels nous a mené l'ambition humaine, mais j'avance plutôt qu'il faut revoir notre manière de penser le développement économique de façon à utiliser l'ingéniosité qui nous est propre dans le but de faire mieux et non de faire plus.

heure ? Leur heure pour profiter, voyager, vivre, ou autrement dit : consommer. Moi le premier, j'ai le désir de sortir dans les bars, de rencontrer des gens, de croiser des yeux qui ne sont pas les miens. Si souvent, j'ai envie de partir, de m'envoler loin, pour enfin vivre ma vie. Ai-je tort d'avoir de telles aspirations ? Peut-être qu'ici le devoir devrait supplanter le désir. Le monde se porterait sans doute mieux sans ces excitations immatures. Peut-être est-il nécessaire de faire la différence entre le contact humain et la consommation.

sociales et des extinctions d'espèces animales et végétales qui marqueront la période post-pandémique. Le mouvement est déjà entamé alors que le Fonds mondial pour la nature (WWF) nous prévient que 68 % de la faune sauvage a disparu en 50 ans et que l'Organisation des Nations unies nous alerte que les catastrophes naturelles se multiplient et font place à des vagues de migrants climatiques, coincés dans la pauvreté et la précarité en grande partie à cause des Occidentaux. La pandémie en soi est un avertissement, un exemple

de ce que peut révéler la fonte du pergélisol – rétenteur de nombreux agents pathogènes – et la destruction d'habitats sauvages d'animaux porteurs de virus. Encore une fois, les deux mains sur les yeux, nous ignorons ces faits au profit de l'opulence et du confort. Si on prenait le temps de réfléchir, on se rendrait compte que nous ne sommes pas des enfants enfermés dans leur chambre, nous sommes des adultes, membres à part entière d'une société qui fonce dans le mur, pédale au tapis en achetant tous les accessoires inimaginables pour s'y rendre plus vite.



ALEXANDRE GONTIER | LE DÉLIT

Combien crachent sur le gouvernement parce qu'il prend la place du père d'une société infantile et infantilisée ? Combien ont maudit l'année 2020 et ont souhaité que tout se règle en un claquement de doigts ? Combien se sont dit qu'à la seconde où cette pandémie s'achèverait, ce serait enfin leur

« L'humanité est soumise à un test qu'elle est en train d'échouer, l'après-COVID nous le confirmera »

La pandémie nous a offert sur un plateau d'argent une occasion de revoir nos habitudes de vie. Pourtant, alors que le « retour à la normale » s'amorce tranquillement, nous agissons comme des enfants qui, après avoir commis une faute, se sont fait priver de sortie par leurs parents sans toutefois rien apprendre de la leçon. Or, nous sommes sur le point de ne plus avoir « papa » derrière la porte pour nous empêcher de sortir. Aussitôt que le chemin sera libre, nous recommencerons nos bêtises avec la même ardeur aveugle et destructrice.

Un avenir sombre

Si la tendance se maintient, en plus de la surproduction et de la surconsommation, ce sera la prolifération des inégalités

« Il faut revoir notre manière de penser le développement économique de façon à utiliser l'ingéniosité qui nous est propre dans le but de faire mieux et non de faire plus »

« Les deux mains sur les yeux, nous ignorons ces faits au profit de l'opulence et du confort »

Une remise en question s'impose

Je ne prétends pas être un expert. Je ne suis ni scientifique ni politicien. Je ne suis qu'un jeune homme de 21 ans sérieusement inquiet pour son avenir et celui de ses enfants. Je ne suis qu'un jeune homme de 21 ans effrayé par la tendance autodestructrice que l'humanité semble vouloir conserver malgré la pandémie. Je ne suis qu'un jeune homme, seul dans sa chambre, qui a perdu une année de sa vie et qui attend que « papa » ouvre la porte. Je ne suis qu'un des milliers de jeunes qui se questionnent sur ce qu'ils vont faire une fois dehors. Malgré toutes ces peurs et tous ces doutes, une chose me terrifie plus que tout au monde. Ce n'est ni la quatrième vague, ni le dernier variant, ni les mesures sanitaires restrictives ; c'est le futur. Ce qui m'horripile, c'est qu'on a volé une année de nos vies et que malgré cela, on est sur le point de voler des décennies de celles des générations à venir. Si je n'avais qu'une seule demande à formuler, ce serait qu'on sorte notre regard de notre nombril et qu'on pense à l'avenir, au nôtre et à celui des prochaines générations. Parce qu'on méritait cette crise et parce qu'on se doit de mieux gérer la suite. ☹

Camus et la pandémie

L'abîme de l'absurde, le rocher et l'ardente résilience.

ALEXANDRE GONTIER | LE DÉLIT



« L'absurde est le divorce entre l'homme révolté et le monde irrationnel »

SAMIR HAMDOS
Contributeur

Dans *Le Mythe de Sisyphe*, le philosophe et romancier Albert Camus développe sa fameuse idée de l'absurde. Dans cet essai, Sisyphe, fondateur mythique de la ville de Corinthe, est condamné à pousser un rocher jusqu'au sommet d'une montagne, d'où le rocher redescend chaque fois la pente. Rusé comme Ulysse, Sisyphe avait trompé les dieux, dont Thanatos, dieu de la mort, qu'il avait menotté. Mais ses pièges l'ont rattrapé, car les dieux l'ont bien châtié. En réponse à cette peine, Sisyphe décide de porter son fardeau sans espoir, sans désespoir, mais avec force et volonté. Ainsi, Sisyphe est « l'homme absurde » par excellence, selon Camus. Il représente le divorce entre l'homme révolté et le monde irrationnel.

Tout comme Sisyphe, le docteur Rieux, qu'on trouve dans le roman *La Peste*, porte le fardeau de ses jours avec courage. Dans le roman, Camus révèle dans les dernières pages les intentions du docteur Rieux, narrateur et protagoniste du roman, qui a vécu la peste bubonique fictionnelle de la ville d'Oran dans les années 1940. Ces pages tiennent en elles tout le poids du récit. On y trouve les rats morts vecteurs de l'épidémie, les déci-

sions tardives de confinement et de couvre-feu, les êtres chers séparés par les restrictions de voyage, la folie et l'alcoolisme attachés aux pas des survivants, et enfin bien sûr les pertes suprêmes causées par la maladie : la mort. Tout cela retentit, comme une cloche à la fois mélancolique et ivre de courage, dans les mots qui suivent : « Le docteur Rieux décida alors de rédiger le récit qui s'achève ici [...] pour dire simplement ce qu'on apprend au milieu des fléaux, qu'il y a dans les hommes plus de choses à admirer que de choses à mépriser. » Ainsi, nous pouvons constater que la pandémie que nous vivons rentre exactement dans la discussion de l'absurde, en particulier l'absurde présenté dans *Le Mythe de Sisyphe*.

L'absurde et la « crise » sanitaire

À plusieurs interrogations qui peuvent nous hanter sur le sujet de la pandémie, Camus répondrait sûrement que le monde en lui-même est irrationnel, mais que notre désir de clarté s'y heurte pour enfanter l'absurde. L'absurde naît donc du contraste et de la réunion entre deux pôles, ces pôles pouvant être Apollon et Dionysos, l'ordre et le chaos, la raison et la passion, l'être et le néant.

À partir de cette conception de l'absurde, Camus se penche sur la question du suicide philosophique.

Si, par exemple, lors du cheminement de sa pensée, l'individu met fin à ses pas fatigués, et se laisse tomber sur le coussin moelleux d'une idée fixe et à l'apparence cristalline, son rôle de penseur meurt alors avorté. Camus méprise le suicide philosophique, c'est-à-dire le saut qu'on pourrait entreprendre dans les bras d'un pôle, d'une soi-disant « vérité » fausement rassurante. Selon lui, il faudrait rester au bord de la falaise, tendu entre les pôles, immobile au sein de l'absurde, comme une colonne que fouetterait le vent venu d'en bas. Ainsi, Camus ne voit pas un bord de falaise, mais plusieurs bords de falaise, plusieurs vérités. Et d'ailleurs, il n'y aurait pas de falaise mais seulement l'abîme et la chute que représente l'absurde.

La conscience de l'absurde permet donc à l'humain de remonter aux vérités, et non à la Vérité. En ce sens, Camus appelle « l'homme absurde » le « Dom Juan de la connaissance », en accord avec le mot de La Fontaine :

« Je m'avoue, il est vrai,
s'il faut parler ainsi,

*Papillon du Parnasse, et
semblable aux abeilles*

*À qui le bon Platon com-
pare nos merveilles.*

*Je suis chose légère et
vole à tout sujet ;*

*Je vais de fleur en fleur,
et d'objet en objet »*

La constante inconstance du cœur, de la pensée et du monde, la « branloire pérenne » dont parle si justement Montaigne, pointe du doigt le sentier des lumières — et non de la Lumière.

De façon similaire, le contexte pandémique dévoile l'imprévisible glissement par lequel le monde nous échappe. En effet, la pandémie nous fait visiter, comme à des touristes perdus, les temples de maintes opinions, soient-elles scientifiques, politiques ou autres. Sur les eaux de l'inconnu sombre et abyssal, nous vogueons, et le canal du temps nous éloigne des rives de la certitude. Plus d'amarres ! Les orages naturels et de l'esprit sont devenus notre grisâtre quotidien. Gouvernail, astro-

« [L'homme absurde] doit rester au bord de la falaise, [...] comme une colonne que fouetterait le vent venu d'en bas »

labe et devins, tout a été jeté à l'eau et à l'écume d'albâtre.

La pandémie actuelle est absurde en ce sens qu'elle terrasse nos attentes, foudroie nos espoirs et piétine ce que nous croyions possible. C'est pourquoi Camus suggère que pour affronter les épidémies, il faut se faire un esprit infatigable, conscient et maître en l'art de la pensée. Vigueur qui fait des humains un peuple résilient, remarquable, admirable — bien que maladroite, comme le montre l'Histoire.

Camus, optimiste à force d'être pessimiste, enrichit ensuite le mythe de Sisyphe par cette formidable réflexion : « Il faut imaginer Sisyphe heureux. » En effet, pour Camus, l'angoisse et l'absurde que la pandémie fait ressortir sont des opportunités pour se rafraîchir l'esprit et pour se souvenir de la chance que l'on a d'être-au-monde. Car la vie ne peut que nous engloutir et nous ravir avec ses lacs miroitants, avec ses oranges aux odeurs suaves comme du satin, et avec son soleil dont la chaleur nous saisit telle une liqueur enivrante. L'étonnement, l'éveil des sens, le mystère du temps et la communion avec la nature et avec notre destin — aussi rugueux qu'il le soit — sont autant de choses qui, même aux profondeurs du gouffre, peuvent faire scintiller le dôme du cœur, le ciel de l'esprit.

Pour nous mortels, la situation innommable que nous vivons s'avère être un nouvel appel à l'action empathique et résiliente, mais aussi à la conscience, à une pensée contemplative et plus attentive. Pour Camus, d'ailleurs, seule une telle pensée permet de tendre vers l'authenticité. C'est grâce à la pensée que l'homme peut vivre et affronter son risible destin avec courage et dignité, tout comme Sisyphe, qui représente l'instanciation de l'idéal camusien, un idéal qui requiert la révolte, la liberté et la passion de « l'homme absurde ».

Face à l'absurde, nulle consolation, nul calmant n'est à la portée de nos bouches avides, selon Camus. Comme pour Tantale — un autre damné de l'aride Tartare —, les fruits nous fuient et l'eau, de nos paumes, se retire. Camus en tire des leçons sur l'importance de l'indifférence. Or, cela ne l'empêche pas d'allier la passion à l'indifférence, et

d'ainsi engendrer un mélange explosif : l'indifférence passionnée. En effet, Camus affirme ne choisir que les humains qui s'épuisent dans leur passion, passion pour laquelle ils brûlent, brûlent, brûlent. Mais cette flamme ne peut que mener aux cendres de l'épuisement et de l'indifférence. Selon Camus, qui s'exprime à la manière de Cioran, la « seule pensée qui ne soit mensongère est donc une pensée stérile. Dans le monde absurde, la valeur d'une notion ou d'une vie se mesure à son infécondité ».

« Il faut imaginer
Sisyphe heureux »

Albert Camus

Devant le brouillard qui se forme à l'horizon du futur, l'humain ne peut qu'endosser les masques sempiternels du divin théâtre humain, celui de la comédie et de la tragédie. En ce monde qui semble irrationnel avec ces guerres et ces pandémies, nous sommes paradoxalement contraints à la fois à l'acceptation de notre destin et à la révolte contre notre destin. Cette contradiction, fondamentale à l'esprit de l'homme absurde, lui permet de vivre avec sensibilité et fluidité, et de passer par le couloir de ses jours avec un camouflage protéique et nécessaire dans une constante inconstance. Cette cape d'invisibilité peut correspondre au pouvoir créatif de l'art qui, selon Camus, doit se limiter à la description pour ne pas empiéter sur les affirmations et pour maintenir face à soi et intacte l'absurdité d'un monde insondable. En somme, il s'agit de ne pas sombrer dans l'idée que le monde nous est étranger (ou que nous y sommes étrangers). Il s'agit de faire de sa vie une œuvre à mille arabesques, de s'ouvrir, tête baissée, à la possibilité d'un éternel présent dans le monde. Un monde dont nous constatons d'ores et déjà les désordres et les écroulements. Il s'agit de le faire sans œillères assoupissantes, avec résilience, et plus forts que le rocher de notre destin. Alors, allons ! En bas, notre rocher nous attend. Comme le dit Œdipe : « tout est bien ». Et, comme le dit Camus, « il n'y a pas de lendemain ». ☉

« L'harmonie plutôt que l'unicité »

Le Délit s'entretient avec l'artiste multidisciplinaire Mélanie Demers.

En 2007, Mélanie Demers fonde la compagnie de danse montréalaise MAYDAY afin d'« explorer le lien puissant entre le poétique et le politique ». Elle a présenté ses œuvres dans une trentaine de villes à travers quatre continents, en plus d'enseigner la danse au Kenya, au Niger, au Brésil et en Haïti. *Le Délit* s'est entretenu avec elle afin de discuter de la portée sociale de la danse contemporaine et de son spectacle *La Goddam Voie Lactée*, qui sera présenté du 6 au 9 octobre 2021 à l'Agora de la danse.

Le Délit (LD) : *L'été dernier, dans le dossier « Représentations de la violence » de la revue JEU, tu relèves notamment la violence que représentent « les histoires qui ne sont pas racontées. Les destins niés. Les corps non représentés ». Selon toi, que peut faire le milieu de la danse pour concrètement élargir la diversité représentée par ses interprètes et les sujets qu'il explore?*

Mélanie Demers (MD) : Je pense que le milieu de la danse contemporaine est déjà en grand questionnement : comment décoloniser son enseignement, sa représentation, la représentativité, la façon de mettre en scène les corps? C'est une longue conversation qui existe depuis longtemps. Après, je pense que chacun·e d'entre nous, en tant que créateur·rice, sommes confronté·e·s au corps « idéal » qu'on nous a présenté comme étant un corps long, raffiné, allongé, blanc et proche des performances virtuoses du ballet. Puis, il y a les corps qui sont plus divers, qui sont changeants, vieillissants, handicapés, différents. Cette esthétique-là, pour moi, fait partie de mon travail, donc j'ai tendance à dire que chaque distribution que nous créons se veut une représentation idéale qu'on a du monde. J'essaie de mettre en scène non seulement des corps, mais aussi des cultures, des langues, des avenues, des possibilités, des âges différents. Pour moi, la mixité et l'hétérogénéité font partie de mon « idéal », étant moi-même une petite sang-mêlée, une petite métisse, c'est sûr que je vais toujours aller vers ces chocs culturels-là.

« La voix, plutôt que le toucher, devient le lien et le liant »

LD : *Ce « monde idéal » que tu relèves dans la danse est-il en train de changer? Si oui, de quelles façons change-t-il?*

MD : Je pense que oui. Le Québec blanc et francophone, par exemple, s'est pensé pendant très longtemps en tant que minorité, estimant qu'il était difficile d'intégrer d'autres minorités, mais là, maintenant, on est en train de réfléchir à la place de chacun et chacune, à l'ouverture, à l'inclusion. Je crois donc que ce monde idéal est en changement, mais c'est un mouvement; ce n'est pas quelque chose qu'on va atteindre demain matin. Cet inconfort-là, comment dire, d'essayer de se reconnaître dans ce qui n'est pas soi, c'est une quête... de vie!

LD : *Peux-tu nous parler de ton spectacle La Goddam Voie Lactée, qui sera présenté du 6 au 9 octobre prochains à l'Agora de la danse?*

MD : *La Goddam Voie Lactée* est née en réaction à la fois à la pandémie, à la résurgence des tensions raciales et à la deuxième vague #MeToo à Montréal. J'ai eu envie de créer un petit « safe haven », comme on dit, où, entre femmes, on allait justement réfléchir à nos destinées. J'ai aussi voulu créer une distribution où la féminité allait être plurielle, se contredire, s'enrichir pour créer des destins pluriels et ça, dans un désir de prendre la voix, la parole, le temps, puis de se montrer capable d'incarner une multiplicité de voix. Au départ, j'ai voulu travailler sur l'idée d'inachèvement, c'est-à-dire sur ce qu'on commence et ce qu'on abandonne, sur comment une idée naît du chaos puis devient ensuite autre chose. Puisqu'on était incapables de se toucher [en raison des règles sanitaires en vigueur], on a travaillé dans la distance. Pour permettre l'harmonie plutôt que l'unicité, on a beaucoup travaillé avec les voix; la voix, plutôt que le toucher, devient le lien et le liant où les cinq performeuses se rencontrent.

Le spectacle s'appelle *La Goddam Voie Lactée*, un peu en réponse à la chanson « *Mississippi Goddam* » de Nina Simone, où elle chantait que le Mississippi était maudit. Et moi je me suis dit : « je pense qu'on est rendues à une époque où c'est toute la galaxie qui est maudite. »



JULIE ARTACHO

On vit tous et toutes dans le même monde, et on est tous et toutes en train de le détruire. Le titre est en lien avec la mythologie : dans la mythologie grecque, *La Goddam Voie Lactée* est cette espèce de flaque de lait qui nourrit le monde. On a joué avec ces idées et avec une espèce d'esthétique rétrofuturiste de fausse science-fiction – évidemment, on est quand même sur une scène, il n'y a pas de soucoupes volantes – pour explorer l'idée de notre insignifiance dans l'Univers.

« On oeuvre entre la musique et le silence, entre les corps offerts et les corps cachés »

LD : *Quels avantages, par rapport aux autres médiums artistiques, apporte la danse dans l'exploration des réflexions concernant l'actualité sociale?*

MD : La danse a cette capacité d'évoquer. Au lieu de dire, elle évoque. C'est comme si la danse devenait une espèce de chambre d'écho, un porte-voix pour ce que le·a spectateur·rice ressent à l'intérieur. Les images ne sont pas prémâchées pour nous. Quand il y a de la danse, on travaille entre l'abstraction et le concret; je travaille pour ma part entre le geste et la parole. On oeuvre entre la musique et le silence, entre les corps offerts et les corps cachés; le spectre des possibilités est tellement grand. Je crois que l'avantage de la danse consiste à pouvoir

faire écho à ce qui existe chez le·a spectateur·rice plutôt que de dicter une pensée ou une morale. Cela m'intéresse moins que de faire jaillir ce qui existe de profond et marécageux chez la personne qui regarde.

LD : *Penses-tu qu'en explorant ce « marécageux » et les possibilités plurielles, la danse ou La Goddam Voie Lactée pourraient être des outils de guérison?*

MD : Je ne le pense jamais pour le·a spectateur·rice parce que je n'oserais pas m'affubler de cette tâche de guérison, mais la danse peut être un outil de guérison pour les gens qui la mettent en œuvre. En tout cas, ça l'a été pour moi, ce processus-là étant nécessairement très solaire, même si les thèmes abordés sont très noirs [dans *La Goddam Voie Lactée*]. La façon dont on l'a fait a été très légère avec beaucoup d'amour, beaucoup de rires, de dérision, de partage... Est-ce que ça peut être un outil de guérison? Probablement, pour les gens qui le font. Pour les gens qui le regardent, je n'oserais pas m'avancer, ce serait peut-être un petit peu présomptueux de ma part, mais tant mieux si ça crée un impact, un inconfort, une réflexion, un désir, une action.

LD : *Peux-tu nous parler de ta collaboration avec la compositrice, musicienne et chanteuse Frannie Holder?*

MD : Ma rencontre avec Frannie a été vraiment déterminante dans mon parcours. Elle m'a appelée un jour, et depuis on s'est adoptées mutuellement dans nos vies amicale et artistique. Pour *La Goddam Voie Lactée*, on a commencé par des cours de chant

avec elle, puis elle a fait la musique. Ça tombait ensuite sous le sens qu'elle devait être sur scène, donc on l'a vraiment, disons, adoptée, puis intégrée à l'œuvre dont elle est devenue partie prenante. On ne pourrait pas faire *La Goddam Voie Lactée* sans elle.

Puis, pour *Confession publique* (présenté du 29 novembre au 4 décembre à La Chapelle, *ndlr*), elle a un rôle beaucoup plus discret, en périphérie. Elle n'est pas sur scène, mais elle en crée l'univers sonore. Ce spectacle s'articule vraiment autour d'Angélique Willkie et de son matériel biographique, mais c'est certain que Frannie est devenue une collaboratrice très importante, non seulement parce

« Tant mieux si ça crée un impact, un inconfort, une réflexion, un désir, une action »

qu'elle joue le rôle déterminant dans la conception musicale, mais aussi parce qu'elle a un regard éditorial dramaturgique sur ce qui est proposé. C'est donc très intéressant de discuter avec elle, comme avec toutes les collaboratrices avec lesquelles je travaille, d'ailleurs. J'essaie vraiment de créer des petites familles artistiques. Je dois dire que je suis vraiment bien entourée ces temps-ci. ☺

Propos recueillis par
SOPHIE JI
Éditrice Culture

Retour aux sources

Un classique de la littérature québécoise au cinéma.

ÉTIENNE MAILLÉ
Contributeur

Il y a un certain plaisir à connaître d'avance l'histoire qui nous sera contée. Qu'il s'agisse d'une blague, d'un conte, ou d'une anecdote maintes et maintes fois répétée, l'impression de déjà-vu, déjà-lu ou déjà-entendu vient avec un je-ne-sais-quoi de rassurant, comme le retour des saisons. On pardonnera le lyrisme de cette entrée en matière, car l'image est en quelque sorte commandée par le *Maria Chapdelaine* de Sébastien Pilote : le retour des saisons, c'est un peu le moteur de cette vieille histoire. Une quatrième adaptation au grand écran du roman de Louis Hémon, maintenant centenaire, comme un bon exemple – certes pas le premier – qu'une histoire déjà racontée n'est pas toujours source d'exaspération.

Que l'on ait lu ou pas le roman, on a souvent une vague idée de ce qu'est *Maria Chapdelaine* : une jeune femme, Maria, approche de l'âge adulte dans son « pays de Québec » en pleine colonisation, près du Lac St-Jean. Suivant un père qui semble plus intéressé par le défrichage que par l'agriculture, prêt à quitter trois fois sa terre après l'avoir dégagée, la famille Chapdelaine est maintenant loin de tout, ne pouvant même pas « faire leur religion » tous les dimanches parce que maintenant trop éloignée de l'église. Malgré cet éloignement, ce sont trois prétendants qui se disputeront – sans trop d'âpreté, tout de même – le cœur de Maria, lui offrant trois vies complètement différentes. Entre François Paradis et sa vie de coureur des bois, Lorenzo Surprenant et la richesse des grandes villes des États-Unis, et Eutrope Gagnon et la promesse d'un avenir pareil à sa vie de toujours, pour le meilleur et pour le pire, Maria devra choisir. Au-delà de cette histoire d'amour, le roman de Louis Hémon raconte aussi, et surtout, la vie des colons, leurs habitudes, leurs difficultés. Cette dimension, mineure dans les adaptations antérieures, est essentielle dans le film de Pilote, qui travaille la question du territoire et de son occupation dans la plupart de ses films. À titre d'exemple, rappelons que dans *La disparition des lucioles* – le troisième film de Pilote – c'est évidemment l'activité humaine qui dénature le territoire en faisant fuir les mystérieux insectes.

Ainsi, les plans qui montrent l'immensité de ce territoire ne sont pas rares dans ce film : bien que les personnages n'en soient jamais tout à fait absents, ils sont souvent presque avalés par la neige, par la forêt, par cette terre qu'ils essaient tant bien que mal

de dompter. Ces images comptent certainement parmi les plus belles du film, qui les multiplie sans donner l'impression d'en abuser. Peut-être, au contraire, que cet excès de paysages sert le film, rappelle d'une certaine manière la folie de l'entreprise coloniale en en miniaturisant les acteurs.

simple mais efficace de laisser de la place à un personnage assez peu loquace.

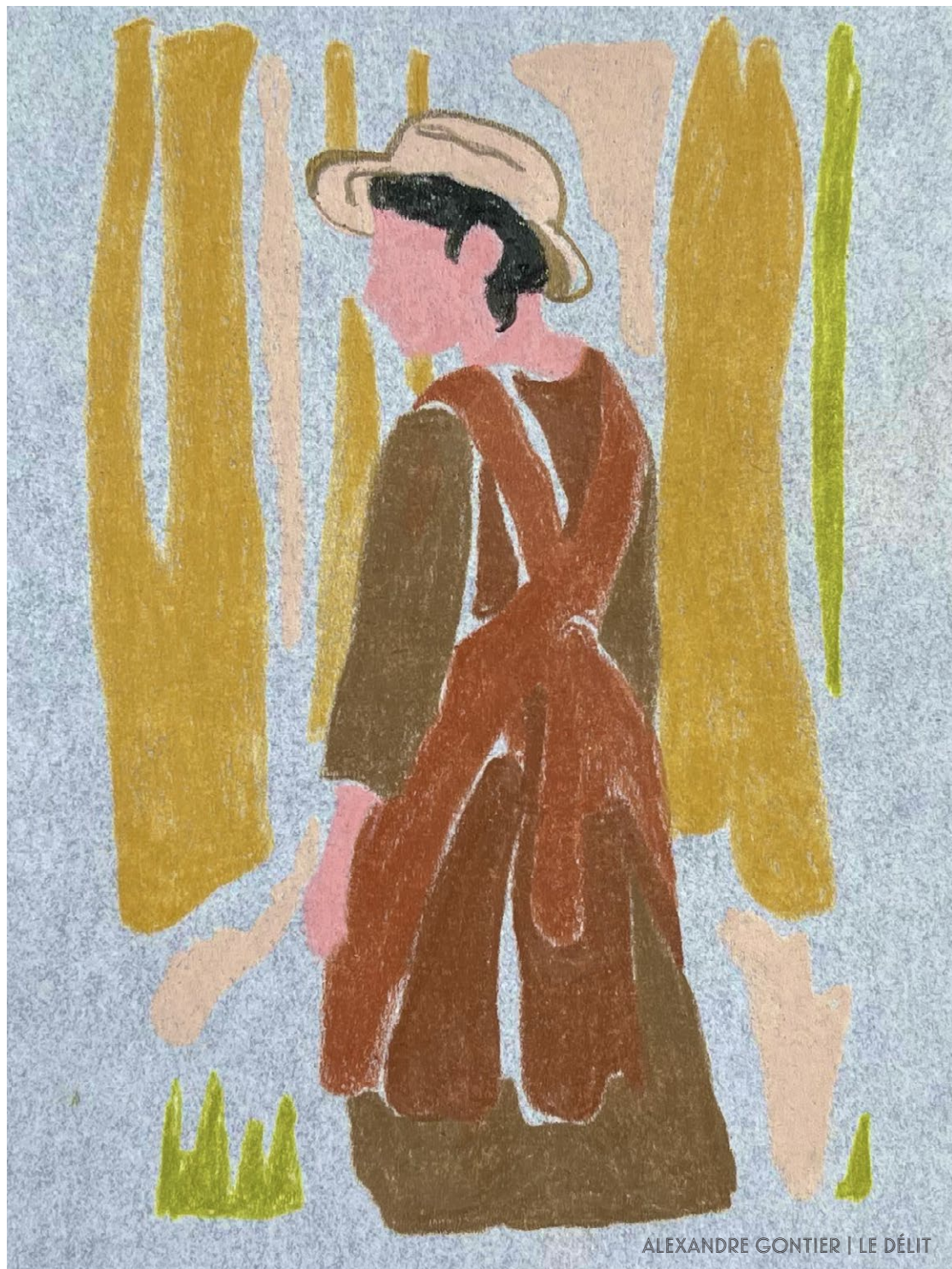
Il aurait pu être tentant de donner plus de répliques à la protagoniste, d'autant plus que l'interprétation de Sara Montpetit, extrêmement touchante, aurait sans doute rendu

fois, le charme opère et c'est avec plaisir que l'on reconnaît telle ou telle phrase. La fidélité au roman invite à se concentrer sur ce qui compte vraiment dans ce film : le jeu des acteur-ric-e-s, la beauté des images, le rythme du récit. En entrevue, le réalisateur évoquait justement que « l'histoire » peut avoir

sent tout de même une volonté de diluer ce devoir. Le père Chapdelaine ne fredonne pas de chants sacrés, l'on s'attarde moins que dans le roman sur le désir d'aller à la messe de minuit et Maria ne fait pas ses mille *Ave Maria* à la veille de Noël. Que cet aspect soit moins appuyé, on ne le regrette pas, surtout lors de la scène de Noël où le patriarche entame un chant folklorique, *a capella*, pour sa famille : il s'agit sans conteste de l'une des plus belles scènes, et l'effet n'aurait sans doute pas été le même avec un « Dans cette étable / Que Jésus est charmant! »

Une sensibilité bienvenue à l'égard des peuples autochtones traverse également le film, ce qui constitue une autre différence par rapport au livre ; différence subtile, certes, mais importante. Une mention précède d'ailleurs les premiers plans, avertissant l'audience du choix de conserver un certain terme pour parler des Autochtones, déplorable mais fidèle à la langue de l'époque comme à celle du livre. Le personnage de François Paradis semble d'ailleurs particulièrement bienveillant envers ceux et celles qu'il décrit à un moment comme ses ami-e-s. On l'entend même dire une phrase dans une langue autochtone, ce qui donne une profondeur supplémentaire à ce coureur des bois. Finalement, dans une scène brève mais frappante, Maria et son père croisent un couple d'Autochtones en revenant du village et échangent un long regard avec eux, comme un rappel au public de la présence des Premiers Peuples. Sans dénaturer l'histoire, Sébastien Pilote aura trouvé une manière de réactiver la mémoire de la présence autochtone sur ce territoire, présence qu'un certain canon québécois a violemment contribué à effacer.

Le film de Sébastien Pilote, par les prouesses techniques qui y sont mobilisées, par la sensibilité évidente – et bienvenue – à l'égard de la question autochtone, prend le mythe de *Maria Chapdelaine*, le roman originel et ses nombreuses adaptations pour en faire une œuvre digne de ce nom. Il y a un confort à se laisser bercer par cette histoire racontée encore et encore. Comme le mentionne le réalisateur, ce n'est que lorsque l'histoire est connue d'avance qu'on peut enfin se concentrer réellement sur la manière dont elle nous est racontée. Et dans le cas de cette adaptation, c'est en s'attardant à la narration, à la beauté des images, à la trame sonore d'une grande justesse et à des acteur-ric-e-s impressionnant-e-s qu'on l'apprécie à sa juste valeur. ☺



ALEXANDRE GONTIER | LE DÉLIT

La maison des Chapdelaine est complètement isolée, et la lisière de la forêt qui entoure leur concession est toujours là pour le rappeler. À ces images d'une ampleur impressionnante s'opposent les scènes tournées dans la maison, dont l'éclairage à la bougie renforce l'impression d'emprisonnement, particulièrement lors des scènes de tempête qui sont nombreuses. Autre bon coup de la caméra : la focalisation presque permanente sur Maria, qui occupe souvent le milieu de l'écran. C'est là une façon

ce choix plus intéressant encore. À part quelques répliques qui remplacent le monologue interne que nous offrait le roman, le film fait preuve d'une grande fidélité à l'égard de son matériau source, n'effectuant que quelques subtiles modifications. Les personnages sont évidemment très près de ceux de Hémon, mais ce sont surtout les dialogues qui raviront ceux et celles qui ont le livre en mémoire. Livrées dans une langue datée, qui coule pourtant de source, les répliques sont souvent tirées du roman à la virgule près. Encore une

tendance à fausser l'appréciation du cinéma ; cette position devient plus convaincante à l'écoute de son *Maria Chapdelaine*.

Parmi les changements évoqués, l'on remarque notamment une certaine « épuration » en ce qui concerne la présence de la religion. Le film s'ouvre bien sûr sur la fin d'une messe à Pérignonka – l'on entend même le « *Ite missa est* », incipit du roman – et les personnages regrettent l'éloignement qui complique leur devoir de chrétien-ne-s, mais on

« Les filles vont sauver la poésie »

L'Anthologie de la poésie actuelle des femmes au Québec performée à la BAnQ.

FLORENCE LAVOIE
Éditrice Culture
MADELINE TESSIER
Constitutive

Ce vendredi 1er octobre, nous sommes entrées dans l'auditorium de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), fébriles d'y trouver des poètes que nous connaissions et d'autres qu'il était impératif de découvrir. Daria Colonna, Carole David, Lorrie Jean-Louis, Roxane Desjardins, Catherine Lalonde, Sina Queyras et Claudine Vachon : ce sont là des noms qui font frémir, des personnes aux voix fracassantes, toutes désignées pour porter sur scène la récente *Anthologie de la poésie actuelle des femmes au Québec 2000-2020* conçue par Vanessa Bell et Catherine Cormier-Larose, puis parue aux Éditions du remue-ménage en 2021. La lecture de leurs œuvres respectives constituait donc le spectacle littéraire *bruits textures* – reprenant lui-même l'*Anthologie* – présenté dans le cadre du Festival international de la littérature (FIL).

Le livre de Bell et de Cormier-Larose regroupe et présente la pratique de 55 poètes œuvrant toujours de 2000 à 2020 et classé-e-s par ordre alphabétique. Cette nouvelle anthologie s'inscrit en continuité de l'*Anthologie de la poésie des femmes au Québec*, préparée par Nicole Brossard et Lisette Girouard et publiée en 1991 au Remue-ménage. L'idée de filiation est primordiale et constitue le cœur de l'anthologie de Vanessa Bell et de Catherine Cormier-Larose, laquelle se fait un point d'honneur de célébrer l'héritage et la diversité dans « une approche intersectionnelle et intergénérationnelle ». L'*Anthologie* souligne la mouvance du milieu poétique féminin en ce début de siècle, son essor, son bouillonnement, sa diversité, tout en célébrant le travail de celles dont les voix portent les poètes de la relève. « Mon éditeur me l'a dit, les filles vont sauver la poésie », proclame Maude Veilleux en exergue.

« Cette anthologie ne pouvait être pensée autrement que dans les possibilités qu'évoque le mot "femme" en 2020 », écrivent les éditrices de l'*Anthologie*. En effet, le mot « femme », dans les imaginaires, se doit de convoquer la pluralité infinie d'existences du féminin impossible à réduire à une vision univoque et patriarcale de sa nature. Et c'est pour cette raison que le projet de l'*Anthologie de la poésie actuelle des femmes du Québec* nous semble crucial. Le livre de Bell

et de Cormier-Larose a en effet suivi la mouvance pluri-elle – pour reprendre un néologisme forgé par Nicole Brossard – de notre réalité contemporaine, mettant de l'avant des styles, des voix et des narrativités provenant d'horizons différents. Ce n'est qu'en prenant conscience de ce multiple du féminin, en témoignant de l'intersectionnalité qui en est à la source, qu'il est possible pour l'écriture poétique de forger un véritable « nous » sororal. Mères, filles, sœurs sont alors au rendez-vous ; les textes lus lors du spectacle reflètent particulièrement cette filiation qui est au cœur de la poésie des femmes au Québec.

« Cette anthologie ne pouvait être pensée autrement que dans les possibilités qu'évoque le mot "femme" en 2020 »

Vanessa Bell et Catherine Cormier-Larose

L'un-e à la suite de l'autre, les poètes se sont donné la parole dans une succession lente, pleine de douceur et de force tranquille – lenteur nécessaire pour absorber les mots, les laisser se déposer en soi, s'en imprégner. La trame sonore composée par Ylang Ylang (Catherine Debarb), tout comme les vidéos conçues par Sonya Stefan et projetées

derrière les poètes, poussaient un peu plus l'auditoire dans une sorte de transe. Un grand écran, des chaises dépareillées, quelques plantes ; toute en sobriété, la scène ne s'encombre pas de fioritures inutiles. Les poètes entrent s'y asseoir mais ne sont pas statiques – iels se déplacent parfois pour mieux voir telle ou telle performance, se tournent vers quiconque prenant parole et semblent boire les mots des autres. Leurs corps habitent la scène et la poésie qu'ils déclament tout naturellement, sans artifice – iels existent, authentiques, et occupent l'espace de toute la grandeur de leurs identités.

Cette authenticité ressort encore plus à travers les lectures elles-mêmes. Elle est essentielle, puisque les poètes livrent leurs propres mots au public et se doivent d'incarner leur performance. Chacun-e est unique, chaque lecture est pleine de le-a poète qui la livre : Daria Colonna est grande, digne, Sina Queyras transmet la fracassante douceur

« Qui, avant elles a écrit pour qu'à leur tour, elles puissent écrire si rageusement, si librement? »

Vanessa Bell et Catherine Cormier-Larose

qu'iel irradie, Catherine Lalonde livre un discours tempétueux et chirurgical à couper le souffle et Claudine Vachon déclame en faisant la planche et des *sit-up*. Les traditions et les normes sont mises de côté pour poser une lumière sur les poètes, sur leurs singularités, sur leurs manières uniques et diverses d'être et de dire, dans un esprit de rencontre, de célébration et de filiation.

La musique accompagne merveilleusement les lectures. La trame sonore douce et enveloppante berce la poésie et la fait flotter dans une forme de bruit blanc. Sans faire de l'ombre aux voix des poètes, la musique donne avant tout une texture supplémentaire à la poésie de chacun-e. Lors de la performance de Catherine Lalonde tout particulièrement, elle fait ressortir le rythme aiguisé des poèmes, découpant le souffle retenu du public. Du côté des spectateur-ice-s, la musique assourdit la salle. Elle donne à toutes et à tous l'impression de s'immiscer

profondément dans la scène et même d'y trouver résidence, au même titre que les mots.

Le spectacle s'est terminé sur quelques discours notables, donc celui de Vanessa Bell, cocréatrice du spectacle, et celui de Stanley Péan, directeur du conseil d'administration du FIL. Leur émotion rejoignait la nôtre tandis qu'il-elle-s soulignaient le travail des poètes présent-e-s, leur poids dans le champ poétique québécois – le tout dans un esprit de sororité et de fierté, dans une atmosphère légère, familiale. Bien plus que de simplement « constater l'étendue de la poésie des femmes au Québec », *bruits textures* a surtout su mettre de l'avant un répertoire poétique varié et envoûtant qui dépasse la simple essentialisation du féminin. Il a d'autant plus mis l'accent sur l'importance d'une telle anthologie pour déconstruire les dynamiques de pouvoir au sein du milieu, pour défaire l'hégémonie et pour porter les voix des femmes au premier plan. ☺



ALEXANDRE GONTIER | LE DÉLIT